L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GENERAL—NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 24 JANVIER 1850.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE.
No. 83 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 24 JANVIER.

LES HYPOTHÈQUES LÉGALES.

Le refrènement d'outre-Canal n'a rien à discuter les hypothèques conventionnelles et judiciaires—et en cela il est plus indulgent qu'on ne nous bien informé que nous, car nos codes laissent beaucoup à désirer sous ce rapport,—mais en revanche il voudrait voir abolir les hypothèques tacites ou légales qui sont, comme on sait, beaucoup moins exposées à la critique en ceci il montre clairement n'avoir jamais étudié sérieusement cette matière.

Sans doute que les hypothèques légales donnent souvent de l'embarras aux tiers.— Quand on traite avec une personne soit pour un achat de ses propriétés, soit pour un emprunt portant hypothèque sur ses biens, on est dans la nécessité de s'informer si, comme mari, comme tuteur, comme ayant géré bénévolement des biens de mineurs, etc , les propriétés qu'elle veut aliéner ne se trouvent pas déjà grevées d'une hypothèque légale, non inscrite : ces hypothèques existant indépendamment de l'inscription. C'est, il faut en convenir, une entrave sinon à la liberté du moins à la rapidité des transactions. Mais est-il possible de trouver un autre moyen moins onéreux de protéger les mineurs, les femmes mariées, les interdits etc.? Là est toute la question: et cette question, le réformateur auquel nous répondons ne paraît pas même l'avoir entrevue.

Le code a fait à peu près tout ce qu'il est possible de faire pour forcer l'inscription des hypothèques légales, en obligeant les notaires, juges et greffiers de faire insérer tous actes, nominations de tuteurs, curateurs, &c., desquels résulte une hypothèque légale, à peine de destitution et de dommages intérêts (art 4321 combiné avec la loi de 1846; 2o. les tuteurs et subrogés tuteurs, les curateurs, les maris, de rendre publiques par une inscription, les hypothèques dont leurs biens sont grevés en cette qualité,—et cela, à peine d'être passibles de dommages-intérêts comme ayant agi en fraude, des droits des parties lésées, 3299, 3300, 3301.

Les parents et amis des mineurs, des femmes mariées, des interdits ou des absents—les mineurs, les femmes mariées eux-mêmes peuvent requérir l'inscription. 3301.

Mais les fonctionnaires publics, les tuteurs, curateurs, &c. peuvent négliger de faire inscrire malgré l'obligation que leur en fait la loi; ils peuvent de plus ne présenter personnellement qu'une garantie illusoire. De sorte que si l'hypothèque légale n'existait pas indépendamment de l'inscription, les intérêts des mineurs, des femmes mariées, des interdits &c., seraient infailliblement sacrifiés par leur mise résulterait de la prétendue amélioration qu'on voudrait introduire.

Il serait peu sage de s'en rapporter aux parents, aux amis des mineurs et autres intéressés, à cause de l'ignorance de la loi de quelques uns et de la négligence de tous. Quant à l'action directe des intéressés eux-mêmes, il n'y faut pas songer dans la majeure partie des cas. Les causes d'ordre public qui ont motivé l'incapacité des mineurs, des femmes mariées, des interdits, etc., ne permettent pas de supposer qu'ils puissent protéger eux-mêmes leurs intérêts.

Il faut donc accepter cette alternative, ou de conserver l'hypothèque légale indépendamment de l'inscription, ou de sacrifier les intérêts des mineurs et autres personnes incapables. Plus de milieu.

Mais, dit-on, pourquoi ne pas se contenter de comme on se contente ailleurs, de bons cautionnés par des personnes solvables? Parce qu'en supposant toujours la bonne foi qui est cependant assez rare aujourd'hui ne le prouve que trop l'expérience), des cautions qui sont bonnes aujourd'hui, peuvent ne l'être pas demain; parce que la loi ordonnant de donner caution pourtant facilement être éludée, comme elle l'est trop souvent en d'autres circonstances.

Le résumé de ce qui se fait dans les autres états de l'Union est peu concluant pour nous; parce que c'est admis par tous les esprits supérieurs que la législation y est, sous ce rapport, très défectueuse.

On voudrait aveuglé par des préjugés d'éducation, aller abandonner une législation supérieure pour adopter une législation inférieure, au nom de s'éclairer et de s'avancer en étudiant nos lois dans leurs sources, on voudrait nous faire rétrograder de plusieurs siècles.

Il faut remarquer d'ailleurs, que la loi Louisianaise permet aux personnes soumises à une hypothèque légale, de la circonscrire en la spécialisant, moyennant les réserves commandées par la prudence—ce qui obvie en grande partie aux inconvénients allégués.

Encore une fois nos lois ne sont point parfaites ; qui d'humain, hélas ! n'est parfait ; nous comprenons que l'on doive travailler sans cesse à améliorer la législation ; mais il faut commencer ce qui est avant d'avoir la prétention de vouloir faire mieux. D'une ère de progrès, c'est une étrange prétention, nous prétendre de retourner, d'aspirer à descendre.

RAPPORT DU GRAND-JURY.

Nous avons publié hier dans nos colonnes analyses le rapport du grand-jury et nous en avons donné la traduction si l'abondance des matières ne nous l'eut interdit. Ce rapport est un des plus remarquables qui aient encore été présentés à la Cour criminelle. Rédigé par notre collaborateur de la partie anglaise, on y reconnaît aux premières lignes le style châtié d'un écrivain par et correct.

Après avoir rendu un juste hommage au zèle de l'avocat général et avoir parlé en termes généraux des travaux du grand jury, le rapport appelle l'attention des autorités sur les cabarets et autres lieux où des liqueurs spiritueuses sont débitées aux esclaves. Il convient d'ordonner la fermeture de ces maisons si dangereuses pour la tranquillité des familles. L'esclave qui s'enivre méconnaît la discipline et ne tarderait même pas devant le crime. Que la loi atteigne et frappe sans merci ceux qui, par un vil esprit de lucre, ne craignent pas de compromettre le repos de la société.

Le rapport passe ensuite aux loteries qu'il condamne et dont il demande la suppression. Il signale surtout la loterie de la Havane et celles du Maryland et de la Virginie qui ont un des agents cachés. S'il y a une loi contre les loteries qu'on la mette à exécution, ou si c'est impossible, qu'on la supprime, car une loi devient dérisoire du moment qu'elle est sans force et qu'elle est violée ouvertement. Il existe aussi des maisons de jeu secrètes dirigées par des hommes habiles qui ont su jusqu'à présent se soustraire à l'action de la justice ; il est du devoir de la police de tacher de les découvrir, car ces maisons se propagent d'une manière effrayante.

Vient ensuite le rapport sur l'état des prisons. La geôle de paroisse est parfaitement administrée. Il n'y a que des éloges à donner au shériff Lewis et à son depute M. Powers. Les chambres sont propres, sèches et convenablement aérées. Il n'y trouve des détenus dont l'emprisonnement a été prolongé de plusieurs mois par oubli; il n'en pu acquitter l'amende à laquelle ils avaient été condamnés ; plusieurs d'entre eux se sont fait remarquer par leur bonne conduite et méritent d'être gracies par le gouverneur.

La maison de travail de la 1re municipalité renferme environ soixante-cinq détenus, mais ce chiffre est souvent porté à quatre-vingts. L'établissement n'a qu'un seul gardien; il en faudrait au moins deux pour que le service intérieur se fit avec une exactitude désirable. L'administration est d'ailleurs bonne et la nourriture fournie aux prisonniers saine et abondante.

La geôle de police de la 1re municipalité où sont renfermées les nègresses et femmes de couleur n'est pas irréprochable. L'air ne circule pas librement dans les dortoirs et la malpropreté y engendre des miasmes dont l'odorat des visiteurs est très désagréablement affecté.

La maison de travail et la geôle de police de la 1re municipalité sont tenus avec une extrême propreté. Ces deux établissements peuvent véritablement servir de modèles. Zèle, intelligence, humanité, toutes ces qualités sont réunies chez ceux qui en ont la direction.

Le corps de garde de la 2e Municipalité est une mauvaise masure qu'il faudrait abattre. La maison de travail est dans un bien meilleur état.

Quelques-uns des détenus se sont plaints de la faible quantité de nourriture qui leur est distribuée; ces plaintes ne sont qu'en partie fondées. Les détenus ont de tout en abondance, excepté le pain dont la quantité n'est pas suffisante pour les hommes robustes et pleins de santé.

Le grand jury a découvert dans la maison de travail de la 2e Municipalité une pauvre petite négresse de neuf ans à peine, dont le corps n'est qu'une plaie. C'est sa maîtresse, une dame Adams, qui l'a mise dans cet affreux état l'enfant a été brûlée et lacérée par sa maîtresse qui avait imaginé ou plutôt deviné, pour augmenter les souffrances de sa victime, toutes les tortures oubliées de l'inquisition. Le grand jury demande avec raison que cette fureur soit arrêtée et reçoive le juste châtiment de la loi.

Le rapport se termine par des éloges adressés au juge pour la courtoisie et l'affabilité dont il n'a pas cessé un seul instant de faire preuve envers les membres du grand jury.

Les Douanes—Nous avons publié hier la circulaire de la trésorerie qui ordonnait la mise et otat de disponibilité des gardes côtes, le renvoi de leurs équipages, la diminution du traitement des officiers de douane, &c., pour se conformer au règlement qui limitait les frais de perception. Une résolution conjointe abrogeant ce règlement vient d'être voté par le Sénat et sera sanctionnée adopté par la Chambre. L'une des entraves que l'ancienne administration a voulu susciter, en se retirant, à celle qui la remplacera sera de la sorte déplacée et les douanes ne seront pas privées du bénéfice des gardes-côte qui seules peuvent prévenir la contrebande sur le littoral. Les officiers de douane continueront aussi à toucher le traitement qui leur a toujours été alloué et qui n'est certes pas exagéré.

ARRIVEE DE L'OHIO.

Le steamer *Ohio*, venant de New-York, est arrivé hier soir dans notre port. Il a touché à la Havane le 20, mais il n'a pas apporté de journaux de l'île.

L'*Ohio* a abordé hier matin, en remontant le fleuve, le bateau *Diana* ayant en remorque la barque *Col. Stanton*. Le *Diana* se dirigeait vers la barre et est passé sous la proue de l'*Ohio* à une petite distance. Les bâteaux marchaient à une trop grande vitesse pour qu'une collision n'eut pas lieu. Le remorqueur et la barque abordés par le travers ont été littéralement brisés et ont sombré presque immédiatement. Toutes les personnes qui se trouvaient à bord ont pu se sauver.

Théâtre d'Orléans.—La représentation de ce soir au théâtre d'Orléans s'élèvera à la hauteur d'une véritable solennité. Non seulement le programme annonce un opéra nouveau, mais l'ouvre d'un compositeur qui nous est encore inconnu. Les quatre actes de *Jérusalem* réunissent, dit-on, la plupart des beautés qui donnent un cachet de grandeur et d'originalité à la musique de Verdi. Chacun voudra les entendre.

Liqueurs—En se referant à nos colonnes d'annonces on verra que MM. J.-A. Gonoy et G. de Cuevas, anciens éditeurs du journal *El Telegrafo*, ouvriront le 1er février prochain une classe du soir pour l'enseignement de l'espagnol, et qu'ils se sont adjoints M. J. T. Bournos, lequel est chargé de donner les leçons d'anglais et de français. Le cours sera de quatre mois. Les professeurs nommés plus haut ont fait leurs preuves dans l'enseignement et sont d'avance certains du patronage public.

CONGRES.

Sénat, 15 *janvier*—Le Sénat désigne au scrutin le comité des spoliations françaises. Le comité se compose de MM. Smith, Bradbury, Mangum Sturgeon.

M. Foote annonce qu'il reclamera lundi le 21 janvier la prise en considération de son bill sur les territoires.

La résolution conjointe suspendant pour le moment la restriction des frais de perception et la reserve sur le traitement des officiers de douane, est prise en considération et adoptée.

Les résolutions de M. Bradbury invitant le président à n'exiger sur la destitution de certains fonctionnaires publics, sont longuement discutées par le Sénat. M. Maugum propose de les déposer sur le bureau. Sa motion est repoussée par 29 voix contre 22. M. Bradbury tait alors un long discours en faveur de ses résolutions. Il reproche au Président d'avoir osé destituer un seul fonctionnaire après son manifeste électoral, comme si le général Taylor avait promis de conserver en place tous les agitateurs et de proscrire les whigs dont il a toujours été entouré. L'absurde plaidoyer de l'orateur a fait sourire plus d'un honorable membre, même sur les bancs démocrates. M. Bradbury s'est écrié que les whigs voulaient s'emparer des dépouilles, oubliant qu'en adressant ce reproche à ses adversaires il stigmatisait son propre parti. Le Sénat, a montré endormi par cette harangue, s'est empressé de s'ajourner.

Chambre des Representans—La Chambre procède à l'élection d'un sergent d'armes. Au troisième scrutin, M. A. J. Glossbrenner n'ayant 107 voix contre 102 données à M. Senter M. Giddings et est proclamé dûment élu.

La Chambre s'ajourne.

M. Cassel et proviso Wilmot.—Dans un discours qu'il a prononcé le 21 courant, au Sénat, sur l'esclavage dans les territoires, M. Cass a déclaré nettement que le proviso Wilmot était inconstitutionnel, et qu'il ne voterait pour aucun bill dans lequel cette clause serait insérée. Le sénateur du Michigan a ajouté qu'il réagnerait son mandat plutôt que d'obéir à l'ordre de voter pour le proviso Wilmot, et il a dit en terminant, que le Congrès n'avait pas le droit de statuer sur la question de l'esclavage dans les territoires.

Très bien, M. Cass!

Les Honneurs a Washington.—La députation hongroise dont nous avons parlé hier, est arrivée à Washington le 15 de ce mois et a été immédiatement introduite auprès du président par le maire de la ville. Uhazy, ancien gouverneur de Comorn, a pris la parole. Il a dit qu'il était arrivé au comble de ses désirs en se trouvant en présence du chef vénéré d'une grande république, d'un pays où régnait le culte de la liberté et de la justice. Il espère que le gouvernement américain élèvera sa voix puissante pour obtenir la délivrance de Kossuth et de ses malheureux compagnons. Le président a répondu par une allocution touchante qui a été interprétée aux braves Hongrois et qui les a profondément attendris.

EUROPE.

Les journaux de New-York ont tous publié un bulletin télégraphique très complet des nouvelles européennes apportées par le *Canada*. Nous empruntons au *Courrier des Etats-Unis* sa traduction du bulletin :

Russie, Autriche et Turquie.

Le plus important est sans contredit celui d'une insurrection formidable qui aurait éclaté simultanement dans la Servie, la Slavonie et les provinces de l'Autriche, désignées sous le titre de Confins militaires. Tous les régiments autrichiens qui se trouvent sur la ligne de la Save et du Danube, se seraient revoltés et tout en appuyant aux insurgés leur concours, enlèveraient à l'Empire une portion de ses meilleures forces. Le centre du mouvement serait dans le district militaire de Peterwardein, et les districts avoisinants; le soulèvement des troupes aurait été précipité par un décret du 18 novembre dernier, prescrivant le désarmement de la milice. Cette mesure a été prise en effet, mais à cote de troupes régulières, si la dépêche n'exagère pas. Les Confins militaires des rebelles étaient aux dernières nouvelles de 126,000 hommes, avec 110 canons; et l'on craignait que la Croatie ne fit bientôt cause commune avec eux, ce qui aurait porté immédiatement leurs forces à 200,000 hommes et 200 canons. Les désertions diminuent d'ailleurs chaque jour les régiments autrichiens et fournissent de nouvelles recrues aux insurgés.

Cette insurrection d'ailleurs a un double but: elle est dirigée tout à la fois contre la Turquie de qui dépend la Servie et contre l'Autriche elle-même. Elle aurait eu pour fauteur le gouvernement Russe qui tient à créer des embarras serieux à l'Empire qui avait accepté sa protection, aussi bien que celui qui a osé lui résister. Le prince de Servie, encouragé par les emmanres russes qui ne se cachent pas de leurs intrigues, a refusé le tribut qu'il doit à la Porte; il fait armer ses sujets et il compte résister énergiquement aux mesures de rigueur que pourra employer son suzerain. Il sait qu'il aura l'appui de la Russie, et celle-ci semble attendre ou pour mieux dire appeler le moment où elle pourra entrer en armes sur le territoire de l'Empire Ottoman. Cela ne tardera plus sans doute. Elle est prête et ses forces se concentrent de jour en jour davantage sur la frontière.

Tandis que le czar forme de lointains projets, il est exposé comme toujours à des dangers nombreux à l'intérieur. La cour de Russie a été de toute antiquité un foyer de conspirations, et l'on y compte les souverains qui n'ont pas péri par le fer ou le poison. L'antagonisme des Boyards et du czar n'a point cessé ; l'on assure que les premiers avaient organisé une vaste conspiration dont le centre était à Moscou et qui devait éclater le premier jour de l'an. Elle n'allait à rien moins qu'à se débarrasser de l'Empereur et à déposer du même coup la famille des Romanoff. On ne dit point par qui les conspirateurs devaient la remplacer. Ces dernières nouvelles annoncent tout à la noblesse Russe, et dans le complot ne figure aucun Polonais.

Quant à l'Autriche, l'insurrection des confins militaires n'est pas son seul danger et sa seule inquiétude. Elle compte sur quelques-uns des provinces polonaises qui dépendent de son empire. Des régiments qui tiennent garnison à Cracovie ne sont révélés ; ils ont massacré leurs officiers, et l'on ne dit pas si l'on a pu les faire rentrer dans l'ordre. Les défiances du gouvernement sont dans l'état le plus grand ; les arrestations tous les jours, et l'on parle d'un nouvel emprunt de 30,000,000 florins, qui serait ouvert dans le royaume Lombard Vénitien, la seule province de l'Empire où l'autorité paraisse rétablie pour quelque temps. Les dernières événements, s'ils se confirment, viendront sans doute susciter de nouveaux obstacles à ce projet et l'Autriche semble n'avoir triomphé un instant que pour retomber plus avant dans l'abîme qui se creuse sous ses pas.

France.

L'impôt sur les boissons est définitivement rétabli. L'assemblée législative l'a voté, et elle a en outre accordé déjà au ministère les trois quarts des crédits demandés pour 1850.

La Banque de France a été autorisée à porter de 443,000,000 à 525,000,000 francs la circulation de ses billets.

Une enquête doit être commencée immédiatement pour étudier les modifications qu'on pourrait apporter aux droits de douane, aux céréales et les produits alimentaires, ainsi que sur les matières premières destinées aux manufactures, le but de cette enquête, demandée par le Président lui-même, étant l'amélioration du sort des classes ouvrières et le développement du travail.

Le dépêche nous donne une liste de nominations diplomatiques publiées par le *Moniteur* du 21 décembre ; mais quelques-une des noms se trouvent si singulièrement estropiés qu'il est difficile de les rétablir; pourtant nous l'essayons, sauf à les corriger, s'il y a lieu :

Le général de Castelbajac, Ministre plénipotentiaire à St-Petersbourg.

M. de Lascours, ministre à Vienne;
M. de Perrigny, " à Berlin;
M. de Beaumont, " à Stuttgardt;
M. d'Harcourt, " à Bade;
M. Maréchal, Secrétaire d'Ambassade à Londres.

Louis-Napoléon et le général Changarnier se sont de nouveau réconciliés, dit aussi la dépêche.

La situation pécuniaire du président est des plus déplorables, si l'on peut ajouter foi aux bruits qui courent. Il serait obligé déjà de quelque chose comme un emprunt de France, et ce serait à l'Assemblée qu'on s'adresserait prochainement pour solder ce passif.

Etats Romains.

Le pape est toujours hors de Rome; et son retour, maintenant, n'aura lieu qu'après la négociation de l'emprunt nécessaire pour remettre un peu d'ordre dans les finances. On a établi la taxe sur les fenêtres, et ce rétablissement a causé, dans les provinces, un mécontentement qui a amené quelques désordres.

Angleterre, Indes et Chine.

Les nouvelles politiques de la Grande-Bretagne sont peu nouvelles. Le parlement anglais doit se réunir le 31 janvier, et l'on pense que le gouvernement présentera, dès l'ouverture, d'importantes mesures politiques et commerciales. Le *Morning Advertiser* laisse entendre que celle-ci ne serait pas éloigné de consentir à ce que le Canada se séparât de la mère-patrie. Ce colonie est, au point de vue financier, un fardeau, et l'Angleterre ne pourrait que gagner à une séparation. Un assure, en outre, qu'un vigoureux effort sera tenté, au parlement, pour restaurer une partie des anciennes lois de protection, mais on ne s'aguerrit que fort peu de l'issue de cette tentative sans espoir.

Le marché monétaire est toujours facile et abondant. On cherche fort le bon papier à l'escompte. Les valeurs américaines se maintiennent en faveur, et n'ont subi aucune variation sensible. Le marché aux céréales est ferme, avec une tendance à la hausse. Le coton a monté de 1/8 d.

Les nouvelles de Calcutta sont du 8; de Madras, du 14; et de Bombay, du 17 octobre. La politique était au calme dans l'Inde, mais le commerce était prospère et plein d'activité.

Pérou et Bolivie—Le Congrès du Pérou a ratifié le 6 novembre l'engagement pris à Londres par l'ambassadeur péruvien relativement à l'extinction de la dette de la république, au moyen d'une cause d'amortissement qui sera créée le 1er avril 1855.—L'élection du président n'était pas encore terminée : la lutte entre les différents candidats était extrêmement vive.

Une grande agitation règne en Bolivie. L'amnistie générale accordée par le président excite les plus vives clameurs dans une partie de la population. On craint que les exilés en rentrant dans le pays ne fomentent de nouvelles discordes.

Chili.—Les journaux de Valparaiso jusqu'au 20 novembre ont été reçus à New-York. Le steamer *Chesapeake* est arrivé le 12 décembre dans le premier de ces ports. La farine se vendait alors à trente piastres le sac, pesant 196 livres. Le bœuf et le porc étaient cotés nominalement à 8 25 et même à $35, mais la place en était dépourvue. Les mines de Cazapa fournissent aussi abondamment que par le passé.

Le lieutenant Gillis, de la marine des Etats-Unis, est arrivé à Valparaiso pour y établir un Observatoire.

La question de l'instruction publique est vivement débattue au Chili. On parle d'y créer des écoles gratuites comme celles des Etats-Unis.

La situation politique est mauvaise. Il n'y a aucun accord parmi les chefs de parti et les membres du cabinet eux-mêmes sont divisés. Il en résulte que personne n'est satisfait de l'état actuel des choses.

Le projet d'un chemin de fer à Capiapa n'est pas abandonné; on s'en occupe plus que jamais.

Le Congrès extraordinaire siégeait encore. On s'attendait à des débats extrêmement vifs sur la question de revenus.

Le commerce du Chili se développe avec une grande rapidité.

La Californie et l'Administration.—Une dépêche télégraphique nous apprend que le Président a transmis avant-hier, le 22, un message au Congrès sur les affaires de la Californie. Il ne formellement avoir exercé aucune influence pour obtenir l'adoption d'une constitution dans notre nouvelle province. L'hon. Tos. Butler King et le général Riley ont été chargés, il est vrai, d'offrir leur concours aux autorités de la charte, mais aucune instruction particulière ne leur avait été donnée. C'est le peuple lui-même qui a déterminé la forme du gouvernement de la Californie. L'administration n'a pas le droit d'imposer un gouvernement à cette province, parcequ'elle a été conquise. Le Président termine en engageant le Congrès à admettre la Californie dans l'Union en qualité d'Etat.

Chronique Locale.

Cour de Circuit des Etats-Unis — affaire Gaines.—Cette affaire a été ouverte hier à 3 de l'après-midi et continuera à être plaidée pendant plusieurs jours. Les avocats des demandeurs sont Janin, Campbell, de l'Alabama, J. R. Grymes et P. C. Wright; ceux des défendeurs sont, L. T. Preston, G. B. Duncan, J. Lavergne, L. Janin, T. G. Morgan, H. D. Ogden, R. Preaux, J. H. Holland et T. H. Lewis.

Première cour de district — Robert Watson s'étant reconnu coupable de l'accusation de vol pour laquelle il comparaissait en cour, a été condamné à deux ans de prison. Henry Curtis a été trouvé coupable de vol..... John Wilson et Ray accusés de vol ont également été trouvés coupables.

Seconde Municipalité—La Cour du recorder Baldwin a été encombrée d'un nombre considérable de prisonniers arrêtés sous accusation d'assaut et batterie, bris de parc, ivrognerie, et autres délits sans importance.

—Pendant la nuit de mardi la malle d'un passager du steamboat Shamrock, nommé John McCimmon, a été défoncée, et une somme de $1,170 en or a été enlevée. Le steward et la femme de chambre du bateau furent immédiatement arrêtés, mais nulle évidence ne pesant sur eux, ils ont été acquittés.

—Le recorder Génois a envoyé hier pour trois mois, à la maison de travail, les nommés D. Wilson, W. Wilson, P. Pond, J. Anderson, Geo Quinn, James Foot et H. Foster, tous gens sans aveu et sans domicile.

Le recorder Génois a lancé hier un mandat d'arrêter contre un nommé A. Dryer, accusé d'avoir assailli J. Seighrist et de l'avoir grièvement blessé à la tête en le frappant avec une barre de bois.

Henry Shodrick a été arrêté hier dans la Première Municipalité sous l'accusation de n'avoir d'autre profession que celle de voleur. On a trouvé sur lui une pince en fer parfaitement disposée pour défoncer les portes et les malles. Il a été condamné à six mois de prison.

Daniel Noete accusé d'avoir troublé le repos public et fait résistance à un officier de police dans l'exercice de ses fonctions, a été condamné à $10 d'amende. N'ayant pu satisfaire à sa condamnation en numéraire, le recorder l'a envoyé en prison pour quinze jours.

CONSEIL-GÉNÉRAL.

Séance de lundi, 21 *janvier* 1850.

Le Conseil se réunit conformément à l'ajournement.

M. Caldwell est appelé au fauteuil.

Membres présents—MM. Benit, Caldwell, Culbertson, Jarvis, Rouzieux, Burgi et Theard—7.

Membres absents—MM. Allain, Tompkins, Vignaud et Vandegrift—4.

Absent avec permission de congé,—M. Beebe.

Sur motion, le Conseil procède à élire au scrutin un président. MM. Benit et Jarvis sont nommés vérificateurs. Sur 7 voix, M. Caldwell en reçoit 6; 1 voix absente. Conséquemment M. Caldwell est déclaré dûment président.

Le journal de la dernière séance est lu et approuvé.

On lit une pétition de M. John Schumen et autres, débitans de bière, lesquels appellent l'attention du Conseil à l'article 81 d'une ordonnance passée le 15 novembre dernier.—Référée, sur motion, au comité des finances.

Rapport des Comités.

M. Benit, rapporteur du comité des ordonnances, présente les rapports et les résolutions qui suivent, lesquels, successivement et après la motion du 1er étant, sont adoptés.

Résolu que les réclamations soumises ont été établies conformément à la loi.—Résolu que le président Vignaud, Charles Villeré, Lecompte et Vignaud, Jr. soient et sont par les présentes autorisés à faire les changements de lignes et de niveaux qu'ils jugeront nécessaires pour le bien public, dans la construction des égouts ordonnés par le Conseil, et que les dépenses encourues par eux soient payées par le trésorier sur leurs comptes et crédit qu'ils doivent être acquittés sur les fonds de la caisse générale d'amortissement. Votre comité présente par conséquent la résolution suivante :

Résolu que le secrétaire de ce Conseil soit requis de transmettre au contrôleur de la caisse d'amortissement toutes les lettres ci-dessus et les réclamations qui les accompagnent.

(Signé) Jules Benit, Rapporteur.
John Culbertson.

Le comité des réclamations auquel on a été référés les comptes des différents journaux pour publications d'avis d'élection, ayant examiné lesdits comptes, les trouve exacts et vous soumet conséquemment les résolutions suivantes :

Résolu que le maire soit autorisé à émettre son mandat en faveur de MM. Magne et Weisse, sur le trésor de la Première et de la Troisième Municipalité, pour la somme de deux cent trente quatre piastres et soixante six cents ($234 66) pour avoir publié les avis d'élection ordonnés par M. J. L. Lewis, shériff de la paroisse d'Orleans, conformément à la loi.

Il est en outre résolu que le Maire soit autorisé à émettre son mandat en faveur du propriétaire de l'*Ordinaire*, pour avoir publié les avis d'élection municipale, pour la somme de deux cent huit piastres (208) pour avoir publié les avis d'élection ordonnés par J. L. Lewis, shériff de la paroisse d'Orleans, conformément à la loi.

(Signé) Jules Benit, rapporteur.
Jean Charles Janin.

M. Vandegrift vient occuper son siège.

M. Jarvis présente la résolution suivante, laquelle, sur motion et après la suspension du règlement, est adoptée et référée à un comité spécial de trois membres.

Attendu que l'accroissement de population de la Nouvelle-Orléans, ses ressources et ses richesses, la placent au premier rang des villes américaines, et qu'aucune autre ville ne montre autant de progrès, comme à Boston, Charleston, New-York, Savannah et St-Louis ou il se publie un travail de statistique et de recensement.

Résolu qu'un comité de trois membres soit nommé pour examiner s'il ne conviendrait pas de demander aux trois municipalités de se joindre au Conseil Général pour nommer et rétribuer une ou plusieurs personnes chargées de préparer un travail comme ceux publiés dans d'autres villes, et dans lequel seraient consignés les divers renseignements de la Nouvelle-Orléans ; compris celui de 1850, et d'autres renseignements relatifs à sa population, à ses ressources, à son obligations, à sa solvabilité, &c., &c.

Le président désigne pour former le dit comité MM. Judah Jarvis, John Culbertson et Jules Benit.

M. Burgi présente la résolution suivante, laquelle, après la suspension du règlement, est adoptée.

Résolu que le rapporteur du comité des cours et prisons soit autorisé à acheter quatre pendules pour l'usage de la Salle de la Cour et de la Cour de district, pourvu qu'elles ne coutent pas plus de quinze piastres chacune.

Sur motion, le Conseil s'ajourne au deuxième jeudi de février prochain, à six heures du soir.

RICHARD HAGAN, Secrétaire.

FEUILLETON.

SUITE DES

Mémoires d'un Médecin.

LE COLLIER DE LA REINE.

Femme et Démon.

Jeanne avait remarqué le trouble de Charny, la sollicitude de la reine, l'empressement de tous deux à lier conversation.

Pour une femme de la force de Jeanne c'en était plus qu'il n'en fallait pour deviner beaucoup de choses; nous n'avons pas besoin d'ajouter ce que tout le monde a compris déjà.

Après la rencontre ménagée par Cagliostro entre Mme de la Motte et Oliva, la comédie jouée entre ces dernières suivie peut se passer de commentaires.

Jeanne, rentrée auprès de la reine écouta, observa; elle vovait démêler sur le visage de Marie-Antoinette les preuves de ce qu'elle soupçonnait.

Mais la reine était habituée depuis quelque temps à se défier de tout le monde. Elle ne laissa rien paraître. Jeanne en fut donc réduite aux conjectures.

Déjà elle avait commandé à un de ses laquais de suivre M. de Charny. Le valet revint annonçant que M. le comte avait disparu par la porte de la maison au bout du parc, auprès des charmilles.

Plus de doute, pensa Jeanne, cet homme est un amoureux qui a tout vu.

Elle entendit la reine dire à Mme de Misery :

—Je me sens bien faible, ma chère Misery, et je me coucherai ce soir à huit heures.

Comme la dame d'honneur insistait :

—Je ne recevrai personne, après la reine.

—C'est assez clair, se dit Jeanne ; telle serait qu'on ne comprendrait pas.

La reine, en proie aux émotions de la scène qu'elle avait eue avec Charny, se tarda pas à congédier tout le monde, excepté Jeanne.

Elle n'avait pas encore fini de parler, qu'elle dit pour la première fois depuis son entrée à la cour :

—Les cartes sont brouillées, dit-elle; à l'avenir! Il est temps de changer ce qui a fait.

Et elle partit suivant de Versailles.

Conduite chez elle, rue Saint-Claude, elle y trouva un superbe cadeau d'argenterie que le cardinal avait envoyé le matin même.

Quand elle eut donné à Jeanne un un coup d'œil indifférent, quoiqu'il fut de prix, elle regarda derrière le rideau chez Oliva, dont les lumières s'étaient pas encore ouvertes. Oliva dormait, fatiguée sans doute, il lassait très chaud ce jour-là.

Jeanne se fit conduire chez le cardinal qu'elle trouva radieux, bouffi, insolent de joie et d'orgueil. Jeanne devant son riche bureau, chef d'œuvre de Boule, il déchirait et recrivait sans se lasser une lettre qui commençait toujours de même et ne finissait jamais.

A l'annonce que fit le valet de chambre, Mgr le cardinal s'écria :

—Cette chère comtesse!

Et se frisant la moustache d'elle.

Jeanne reçut les baisers dont le prélat couvrit ses bras et ses mains. Elle se plaça commodement pour soutenir du mieux possible la conversation.

Monseigneur débuta par des protestations de reconnaissance, qui ne manquèrent pas d'une éloquente sincérité.

Jeanne l'interrompit.

—Savez-vous, dit-elle, que vous êtes un adroit amant, monseigneur, et que je vous ferai réussir?

—Pourquoi ?

—Ce n'est pas pour le charmant cadeau que vous m'avez fait remettre ce matin; c'est pour la précaution que vous avez eue de ne pas me l'envoyer dans la petite maison. Vrai, c'est délicat. Votre cœur n'a pas prostitue pas, il se donne.

—Ou qui parlera-t-on de délicatesse, si ce n'est à vous, répliqua le cardinal.

—Vous n'êtes pas un homme heureux, fit Jeanne; vous êtes un dieu triomphant.

—Je l'avoue, et le bonheur m'effraie; il me gêne; il me rend impossible la vue des autres hommes. Je me rappelle cette fable païenne du Jupiter fatigué de ses rayons.

Jeanne sourit.

—Vous venez de Versailles? dit-il avidement.

—Oui.

—Vous.....l'avez vue?

—Je.....la quitte.

—Elle.....n'a.....rien dit?

—Eh! que voulez-vous qu'elle dit?

—Pardonnez; ce n'est plus de la curiosité, c'est de la rage.

—Ne me demandez rien.

—Oh! comtesse.

—Non, vous dis-je.

—Comme vous annoncez cela ! On croirait à vous voir que vous apportez une mauvaise nouvelle.

—Monseigneur, ne me faites pas parler.

—Comtesse! comtesse.....

Et le cardinal pâlit.

—Un trop grand bonheur, dit-il, ressemble au point culminant d'une toue de fortune ; a côté de l'apogée, il y a le commencement du déclin. Mais ne me ménagez point, s'il y a du malheur ; il n'y en a point....., n'est ce pas.

—J'appellerai cela, au contraire, monseigneur, un bien grand bonheur, répliqua Jeanne.

—Cela ?.....cela !.....que voulez vous dire !.....quelle chose est un bonheur !

—N'avoir pas été découverti, dit sèchement Jeanne.

—Oh !.....Et il se mit à sourire. Avec des précautions, avec l'intelligence de deux cœurs et d'un esprit.....

—Un esprit et deux cœurs, monseigneur, n'empêchent jamais des yeux de voir dans les feuillages.

—On a vu ! s'écria M. de Rohan effrayé.

—J'ai tout lieu de le croire.

—Alors.....si l'on s'en, on a reconnu !

—Oh ! pour cela monseigneur, vous n'y pensez pas ; si l'on avait reconnu, si ce secret était au pouvoir de quelqu'un, Jeanne de Valois serait déjà au bout du monde, et vous, vous devriez être à genoux.

—C'est vrai. Toutes ces réticences, comtesse, me brûlent à petit feu. On a vu, soit. Mais on a vu des gens se promener dans un parc. Est-ce que cela n'est pas permis ?

—Demandez au roi.

—Le roi sait!

—Encore un coup, si le roi savait, vous seriez à la Bastille, mon chéri, à l'hôpital. Mais comme un malheur évité vaut deux bonheurs promis, je vous viens dire de ne pas tenter Dieu encore une fois.

—Finit-il ? s'écria le cardinal ; que signifient vos paroles, chère comtesse ?

—Ne les comprenez-vous pas ?

—J'ai peur.

—Moi, j'aurais peur si vous ne me rassuriez.

—Que faut-il faire pour cela ?

—Ne plus aller à Versailles.

Le cardinal fit un bond.

—Je jour ! dit-il en souriant.

—Le jour d'abord, et ensuite la nuit !

M. de Rohan tressaillit et quitta la main de la comtesse.

—Impossible, dit-il.

—A mon tour de vous regarder en face, répondit-elle; vous avez dit, je crois, impossible. Pourquoi impossible, s'il vous plaît ?

—Parce que j'ai dans le cœur un amour qui ne finira qu'avec ma vie.

—Je n'en aperçois, interrompit-elle froidement, et c'est pour cet arriver plus vite au résultat que vous persisterez à retourner dans le parc. Oui, si vous y retournez, votre amour ne finira qu'avec votre vie, et vous aurez encore trancher du même coup.

—Que de terreurs, comtesse, vous si brave hier !

—J'ai la bravoure des bêtes. Je ne crains rien, tant qu'il n'y a pas de danger.

—Mais, j'ai la bravoure de mon rang. Je ne sais pourquoi vous prétendez du danger dans ceci.

—Très bien; dans alors permettez-moi de vous dire.....

—Rien, comtesse, rien, s'écria l'amoureux prélat, le sacrifice est fait, le sort en est jeté; la mort si l'on veut, mais l'amour! Je retourne-rai à Versailles.

—Tout seul, dit la comtesse.

—Vous n'abandonnerez ! dit M. de Rohan d'un ton de reproche.

—Moi, d'abord.

—Elle viendra, elle.

—Vous vous trompez, elle ne viendra pas.

—Viendriez-vous m'annoncer cela de sa part! dit en tremblant le cardinal.

—C'est le coup que je cherchais à vous attiédir depuis une demi-heure.

—Elle ne veut plus me voir ?

—Jamais, et c'est moi qui le lui ai conseillé.

—Madame, dit le prélat d'un ton pén